



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

epost Connect only
Connexion postel seulement

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Systems Software Procurement Division / Division des
achats des logiciels d'exploitation
Terrasses de la Chaudière
4th Floor, 10 Wellington Street
4th etage, 10, rue Wellington
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet Enterprise Fraud Management	
Solicitation No. - N° de l'invitation B7310-190250/B	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client B7310-190250	Date 2020-06-02
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EE-067-37544	
File No. - N° de dossier 067ec.B7310-190250	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-06-11	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pignat, Michael	Buyer Id - Id de l'acheteur 067ee
Telephone No. - N° de téléphone (873) 354-4163 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE PROPOSITIONS MODIFICATION 006

La présente modification vise à :

- 1. Inclusion de la pièce jointe 2 - Formulaire de renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement en TI**
- 2. Notification du Critères d'évaluation des cas d'utilisation et de la démonstration**
- 3. Mettre à jour la section 7.3 Garantie du logiciel sous licence, maintenance et soutien du logiciel**
- 4. Mettre à jour la version française de la demande de propositions**
- 5. Réviser et mettre à jour les réponses de modification 005 - version anglaise seulement**
- 6. Réviser et mettre à jour les réponses de modification 003**

- 1. Inclusion de la pièce jointe 2 - Formulaire de renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement en TI**

Pièce jointe 2 – Formulaire de renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement en TI doit être inclus dans la section soumission techniques.

- 2. Notification du Critères d'évaluation des cas d'utilisation et de la démonstration**

Compte tenu des répercussions du COVID-19, le Canada se réserve le droit de modifier les exigences de réunion pour les évaluations de démonstration des soumissionnaires. Tout changement sera communiqué directement à ces soumissionnaires.

3. Mettre à jour la section 7.3 Garantie du logiciel sous licence, maintenance et soutien du logiciel

SUPPRIMER:

- iii. L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance du logiciel sous licence (c.-à-d. la version faisant l'objet de la licence visée par le contrat) en tant que produit commercial (c.-à-d. l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel doit continuer à développer les codes du logiciel sous licence afin de conserver sa fonctionnalité et de corriger les erreurs logiques) pendant la durée du contrat, et ce, à partir de la date de son attribution. Si, après cette période, l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel décide de ne plus produire la version ou la « sous-version » courante du logiciel sous licence, ou encore de ne plus assurer la maintenance de cette version, et décide plutôt de fournir des mises à niveau du logiciel sous licence dans le cadre des services de maintenance logicielle, l'entrepreneur doit en aviser le Canada par écrit au moins 12 mois à l'avance.

INSÉRER:

- iii. L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance de la plus récente version du logiciel sous licence (c.-à-d. la version originale pour laquelle le contrat accorde une licence les versions successives mises à jour dans le cadre de la maintenance du logiciel) en tant que produit commercial (c.-à-d. l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel doit continuer à développer les codes du logiciel sous licence afin de conserver sa fonctionnalité et de corriger les erreurs logiques) pendant la durée du contrat, et ce, à partir de la date de son attribution. Si, après cette période, l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel décide de ne plus produire la version ou la « sous-version » courante du logiciel sous licence, ou encore de ne plus assurer la maintenance de cette version, et décide plutôt de fournir des mises à niveau du logiciel sous licence dans le cadre des services de maintenance logicielle, l'entrepreneur doit en aviser le Canada par écrit au moins 12 mois à l'avance.

4. Mettre à jour la version française de la demande de propositions

4.1. Modifier l'annexe A – Énoncé des travaux, section 6.2 Produits livrables

SUPPRIMER:

Étapes/produits livrables	Description	Prévision (jours ouvrables à compter de la date d'attribution du contrat)
Étape	*Attribution du contrat*	Jour 0
Étape	Consultation du fournisseur par l'équipe technique	<i>à insérer à l'attribution du contrat</i>

INSÉRER:

Étapes/produits livrables	Description	Prévision (jours ouvrables à compter de la date d'attribution du contrat)
Étape	*Attribution du contrat*	Jour 0
Étape	Consultation du fournisseur par l'équipe technique	<i>à insérer à l'attribution du contrat</i> Au plus tard 20 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat

4.2. Modifier l'annexe A – Énoncé des travaux, section 13.0 Limites et contraintes**SUPPRIMER:**

Tous les travaux exécutés sont soumis à l'inspection et à l'acceptation du chargé de projet. Les ébauches et la version finale de tous les documents doivent être approuvées par le chargé de projet avant d'être distribuées. Si les travaux ne sont pas conformes aux attentes du chargé de projet, l'entrepreneur devra soumettre des travaux révisés (acceptables) sans frais supplémentaires pour IRCC.

INSÉRER:

Tous les travaux exécutés sont soumis à l'inspection et à l'acceptation du chargé de projet. . Le responsable de projet s'efforcera d'inspecter et d'accepter les travaux dans les cinq jours de leur exécution; toutefois, si IRCC ne respecte pas ce délai, une prolongation correspondante du calendrier du projet sera autorisée en fonction du retard d'IRCC Les ébauches et la version finale de tous les documents doivent être approuvées par le chargé de projet avant d'être distribuées. Si les travaux ne sont pas conformes aux attentes du chargé de projet, l'entrepreneur devra soumettre des travaux révisés (acceptables) sans frais supplémentaires pour IRCC.

4.3. Modifier Pièce jointe 4.2 – Critères d'évaluation technique cotés

SUPPRIMER:

C06	<p>Le soumissionnaire doit proposer une approche pour la formation et le transfert des connaissances, ainsi qu'un plan pour répondre aux exigences établies au point 3.9 – Formation de l'EDT pour la vague 1.</p> <p>La réponse devrait indiquer comment :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'approche et le plan sont adaptés à IRCC et à l'EDT;b) les ensembles d'outils et les approches exclusifs sont mis à profit;c) l'approche et le plan sont étayés par des exemples tirés d'expériences passées;d) l'ensemble des étapes, activités et produits livrables clés sont décrits.	Maximum : 30	Les critères de notation pour cette exigence sont décrits dans le tableau sommaire des critères d'évaluation techniques cotés ci-dessus.
-----	--	--------------	--

INSÉRER:

C06	<p>Le soumissionnaire doit proposer une approche pour la formation et le transfert des connaissances, ainsi qu'un plan pour répondre aux exigences établies au point 4.9 – Formation de l'EDT pour la vague 1.</p> <p>La réponse devrait indiquer comment :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'approche et le plan sont adaptés à IRCC et à l'EDT;b) les ensembles d'outils et les approches exclusifs sont mis à profit;c) l'approche et le plan sont étayés par des exemples tirés d'expériences passées;d) l'ensemble des étapes, activités et produits livrables clés sont décrits.	Maximum : 30	Les critères de notation pour cette exigence sont décrits dans le tableau sommaire des critères d'évaluation techniques cotés ci-dessus.
-----	--	--------------	--

4.4. Répondre aux questions des soumissionnaires

QUESTIONS ET RÉPONSES

- 4.1. En ce qui concerne le point 7.2.b., nous croyons comprendre que SPC est disposé à accepter un modèle de licence à durée déterminée ou par abonnement dans un achat en cours de logiciels et de services et qu'il a déjà acheté de nombreuses licences de logiciels à durée déterminée ou par abonnement. La définition qu'Acquisitions et relations avec les fournisseurs (ARF) utilise dans une Demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA) en cours pour des licences par abonnement est la suivante : [traduction] « Licence en vertu de laquelle l'acheteur paie un droit annuel fixe pour l'utilisation de la suite logicielle. Ce droit comprend l'utilisation du logiciel, la maintenance, l'assistance et l'accès aux mises à jour et aux mises à niveau ». Aux fins de l'évaluation, les licences à durée déterminée ou par abonnement répartiraient le coût direct initial du logiciel sur les années du contrat. Il ne serait pas nécessaire de modifier les fiches de prix, car le prix de l'abonnement pourrait être ajouté pour chaque année et les coûts liés au soutien seraient de 0 \$ puisqu'ils seraient inclus dans le prix de l'abonnement. Il n'y aurait absolument aucun effet ou changement pour les utilisateurs finaux.

Voici certains avantages de la tarification par abonnement (durée) :

- souplesse permettant d'ajuster la capacité (à la hausse ou à la baisse) et/ou la configuration du logiciel en fonction de l'évolution du logiciel et/ou des besoins au fil du temps;
- investissement initial plus faible;
- harmonisation des coûts avec la valeur tirée du logiciel;
- harmonisation des coûts avec les besoins en infrastructure, en particulier à mesure que les projets sont transférés vers le nuage (public ou privé);
- préférence pour les dépenses de fonctionnement par rapport aux dépenses d'immobilisations.

La plupart des entreprises sont passées de l'offre de licences perpétuelles à des modèles de licences par abonnement, car les clients exigent de meilleurs prix et des conditions plus souples.

Veuillez confirmer que notre offre fondée sur des licences à durée déterminée ou par abonnement serait acceptable pour ce marché.

- 4.1. Après mûre réflexion, le Canada confirme qu'il cherche à acquérir une licence de logiciel perpétuelle, assorti d'un service annuel de maintenance et de soutien.

- 4.2. Dans l'annexe A, tableau 3.8 - 3.8.12 – il est indiqué que la solution doit être capable de tenir un registre sur une période d'au moins six ans. Les données doivent-elles être stockées dans un module de la solution de gestion de la fraude en entreprise (GFE), ou le Canada dispose-t-il d'un entrepôt de données que la solution de GFE devrait utiliser? Dans un cas comme dans l'autre, le Canada a-t-il un fournisseur ou un produit de stockage de données privilégié?
- 4.2. Microsoft SQL Server est le système de gestion de base de données relationnelles (SGBDR) privilégié.
- 4.3. Les points d'accès terminaux (PAT) du réseau (modèles Netscout vStream) permettent-ils de transmettre le trafic de transactions d'application en miroir à la solution SSLi, laquelle peut l'envoyer à son tour à la solution de GFE proposée? Sinon, IRCC peut-il assurer autrement un trafic en miroir dédié au moyen d'un miroir de port qui peut alimenter la solution SSLi?
- 4.3. Netscout vStream peut assurer un trafic de transaction d'application en miroir par le tunnel GRE rattaché au commutateur de flux de paquets (PFS) de Netscout. Ce PFS peut acheminer le trafic vers n'importe quel appareil physique au moyen d'une liaison cuivre ou fibre. Selon la configuration du réseau, si le trafic à contrôler passe par une liaison physique, un port miroir du commutateur ou du PAT en ligne peut être utilisé pour acheminer un trafic miroir dédié vers n'importe quel appareil.
- 4.4. Combien de PAT sont disponibles pour saisir les opérations des utilisateurs finaux? Nous supposons que tout le trafic Web pour les applications d'IRCC sera accessible à un PAT agrégé. S'agira-t-il d'un PAT physique ou virtuel? IRCC peut-il permettre le déploiement d'un capteur réseau physique afin de saisir les opérations des utilisateurs finaux? Cette information est nécessaire pour déterminer le nombre de capteurs physiques et virtuels de réseau dont IRCC aura besoin pour contrôler le trafic des applications Web.
- 4.4. À ce stade, comme nous ne connaissons pas le nombre de liens virtuels ou physiques à contrôler, il est difficile de dire combien de PAT sont nécessaires pour ce projet. Services partagés Canada (SPC) travaillera de concert avec IRCC afin de couvrir tous les PAT physiques nécessaires. Les PAT virtuels nécessiteront une planification minutieuse en raison de leur coût. SPC utilisera le commutateur de flux de paquets Netscout pour fournir un trafic agrégé à partir de tous les PAT. SPC a obtenu l'approbation d'IRCC en vue de déployer des capteurs de réseau. Pour les autres fournisseurs, l'approbation d'IRCC pour le déploiement est requise. SPC envisagera également l'ajout de fournisseurs tiers puisque l'infrastructure du réseau est prise en charge par SPC.

- 4.5. IRCC pourra-t-il fournir le certificat ou les clés nécessaires aux fins du décryptage SSLi ? Les réponses précédentes nous portent à croire que les soumissionnaires recevront des données SSL cryptées. Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser en conséquence.
- 4.5. Le décryptage SSL pour l'application d'IRCC doit être approuvé tant par IRCC que par SPC. Le certificat ou les clés nécessaires ne peuvent être communiqués hors du réseau de SPC. Il est suggéré d'installer physiquement l'application à l'intérieur du réseau d'IRCC/SPC.
- 4.6. Selon l'exigence cotée C02 : « Pour chaque ressource proposée désignée dans le plan de travail proposé par le soumissionnaire (C05), le soumissionnaire doit fournir trois (3) projets achevés au cours des cinq (5) dernières années démontrant l'expérience de la ressource proposée semblable à son rôle et à ses tâches proposés ».
- a. Comme le plan de travail proposé (C05) ne désignera que les ressources clés, veuillez confirmer que la présentation de trois (3) projets achevés au titre de C02 ne s'applique explicitement qu'aux ressources clés désignées dans le plan de travail proposé au titre de C05.
 - b. Le Canada prendra-t-il en considération les projets qui sont toujours en cours au cours des cinq dernières années?
- 4.6.
- a. Oui, les ressources seront les mêmes que celles proposées en C05.
 - b. Selon le critère, le soumissionnaire doit fournir 3 projets achevés.
- 4.7. En réponse à la Q2.45, IRCC a confirmé que l'équipe proposée à soumettre était composée de ressources clés. Veuillez confirmer que les CV doivent être fournis uniquement pour les ressources clés désignées dans l'équipe du soumissionnaire proposée sous O02.
- 4.7. Pour le critère O02, les soumissionnaires doivent inclure le CV détaillé de chaque ressource proposée qui compose l'équipe proposée exécutant les tâches et les produits livrables décrits au point 4.0 de l'Énoncé des travaux – Mise en œuvre de la solution de GFE (vague 1).
- 4.8. D'après la réponse à la question 2.46 dans l'addenda du 11 mai, les données des PAT que SPC transmettra à la solution du fournisseur/soumissionnaire seront-elles décryptées? Sinon, IRCC fournira-t-il au fournisseur/soumissionnaire la clé privée pour décrypter les données?
- 4.8. SPC tentera de fournir un trafic miroir non crypté s'il est disponible. Comme SPC ne sait pas actuellement quel lien physique ou virtuel doit être contrôlé, un plan détaillé ne peut être fourni pour le moment.
- Le décryptage de l'application d'IRCC nécessite l'approbation d'IRCC et de SPC. Ce processus pourrait être long.
- Sans savoir comment le cryptage sera mis en œuvre sur les liaisons à contrôler, il est difficile de dire si la clé privée devra être fournie ou non.

- 4.9. Le Canada demande une attestation que les ressources désignées proposées seront disponibles pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers. Étant entendu que la date de début du projet est inconnue, le Canada peut-il confirmer que les parties conviendront d'un commun accord de la date de début de la prestation des services?
- 4.9. Le Canada convient que la prestation des services par les ressources désignées commencera à une date mutuellement convenue, au plus tard 20 jours ouvrables après l'adjudication du contrat.
- 4.10. Il est prévu au point 13.0 de l'EDT que tous les travaux exécutés sont soumis à l'inspection et à l'acceptation. Comme les délais d'acceptation ou de refus des travaux peuvent avoir une grande incidence sur le calendrier du projet, le Canada peut-il ajouter un libellé indiquant que l'acceptation ou le refus sera confirmé dans les 5 jours ouvrables suivant la livraison?
- 4.10. IRCC accepte d'ajouter un libellé stipulant qu'il confirmera l'acceptation ou le refus des travaux dans les cinq jours ouvrables suivant la livraison. Si IRCC ne respecte pas ce délai, des dispositions seront prises afin de prolonger le calendrier du projet en fonction du retard de l'inspection et de l'acceptation attribuable à IRCC, au-delà des cinq jours ouvrables prévus.
- 4.11. En ce qui concerne le point 12.2 de la clause 2030 du Guide des CCUA, vu la crise de la COVID-19 et la date de début inconnue du projet, une partie du travail pourrait être livrée à partir du domicile d'un consultant. Le Canada n'aurait pas accès au domicile privé du consultant. Le Canada envisagerait-il de supprimer le paragraphe 2 ou de le rendre applicable uniquement à l'entrepreneur?
- 4.11. Pendant la crise de la COVID-19, il incombe aux fournisseurs de gérer les risques inhérents au télétravail de leurs employés, car ils sont responsables en dernier ressort de la sécurité des renseignements et des biens fournis, le cas échéant. Des inspections peuvent être effectuées sur des lieux de télétravail, mais uniquement au cas par cas et selon des paramètres précis. Des inspections ont déjà été menées sur des lieux de télétravail, mais uniquement au cas par cas et selon des paramètres précis. Pour la majorité des besoins, l'inspection des lieux est limitée à l'entrepreneur et ne touche pas les bureaux à domicile dans des situations d'isolement ou de confinement, à moins d'un motif précis.

- 4.12. Pendant la période de garantie, en cas de défaillance non causée par la solution du soumissionnaire, mais par d'autres activités qui n'en font pas partie, avons-nous raison de supposer que le temps passé à aider à trouver ou à corriger le problème sera facturé à IRCC?
- 4.12. Le soumissionnaire a raison de supposer que le temps passé à corriger des problèmes peut être facturé à IRCC si l'incapacité 'n'est pas la faute de la solution.
Pendant la période de garantie, s'il appert que la solution du soumissionnaire n'est pas la cause d'une défaillance, le soumissionnaire doit en avertir le responsable technique. Le cas échéant, ce dernier peut demander une autorisation de tâches par le processus d'autorisation de tâches décrit au point 7.6.1 des clauses du contrat subséquent.
- 4.13. Le point 7.3 b) iii des clauses du contrat subséquent prête à confusion puisqu'il y est question de « la version faisant l'objet de la licence visée par le contrat ». Cependant, il est entendu que cette version sera maintenue et que de nouvelles versions deviendront disponibles pendant la durée du contrat. Le soumissionnaire continuera à maintenir la version la plus récente du logiciel, mais pas nécessairement la version « faisant l'objet de la licence visée par le contrat ». Le Canada accepte-t-il de clarifier cette obligation et de la rendre applicable à la version la plus récente du logiciel?
- 4.13. Ce point est abordé dans la section 1 de modification 006.
- 4.14. Le point 7.7 b) accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus sept (7) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune pour une durée totale de 10 ans. Comme une période de 10 ans est longue dans ce secteur d'activités, le Canada envisagerait-il de rendre les 5 dernières années d'option conditionnelles à l'accord mutuel des parties?
- 4.14. Le Canada n'est pas disposé à accepter des modifications du point 7.7 b) pour le moment.
- 4.15. Pour le critère C06, pouvez-vous confirmer que l'exigence devrait se lire comme suit : « Le soumissionnaire doit proposer une approche pour la formation et le transfert des connaissances, ainsi qu'un plan pour répondre aux exigences établies au point 4.9 – Formation de l'EDT pour la vague 1 ».
- 4.15. IRCC confirme que C06 devrait renvoyer « au point 4.9 – Formation de l'EDT » et non « 3.9 ». Ce point est abordé dans la section 2.3 de modification 006.

- 4.16. En ce qui concerne le paragraphe 02 de la clause 4004 du Guide des CCUA, le Canada exige que l'entrepreneur s'engage à corriger les erreurs logicielles dans des délais précis, en fonction du niveau de gravité. Toutefois, étant donné la nature complexe des environnements de développement et d'exploitation des logiciels, il est difficile pour le soumissionnaire de garantir le temps qu'il faudra pour résoudre un problème. Le Canada envisagerait-il de remplacer l'engagement à corriger l'erreur logicielle par un engagement de réponse?
- 4.16. Il est entendu que la nature complexe des environnements de développement et d'exploitation des logiciels peut empêcher de corriger certaines erreurs logicielles dans les délais prescrits. Toutefois, l'entrepreneur devra déployer tous les efforts raisonnables pour respecter les délais prescrits et, si la complexité de l'erreur logicielle l'empêche de le faire, il devra poursuivre ces efforts raisonnables pour résoudre l'erreur dans les meilleurs délais. Les scénarios de cette nature, le cas échéant, doivent être traités au cas par cas pendant la durée du contrat.
- 4.17. IRCC peut-il fournir des descriptions individuelles (du contenu et de l'objectif) de chacun des éléments livrables énumérés au point 6.2 de l'annexe A?
- 4.17. Les produits livrables énumérés à la section 6.2 se veulent un aperçu de haut niveau des attentes. Les détails pourraient être négociés lors de l'adjudication du contrat.
- 4.18. Dans la version anglaise du C02 (i), IRCC demande les « Contract information » (renseignements sur le contrat), mais il semble qu'il faudrait lire « Contact Information » (coordonnées). Veuillez confirmer.
- 4.18. IRCC confirme que le C02 (i) de la version anglaise devrait se lire « Contact Information » (coordonnées). Ce point est abordé dans la section 3 de modification 005 de la version anglaise.
- 4.19. Pour C02, le soumissionnaire doit fournir le nom (h) et les coordonnées (i) du client à titre de référence. Comme il s'agit de renseignements sensibles au sein des équipes de gestion des fraudes, nous demandons respectueusement que les coordonnées soient fournies par un mandataire du soumissionnaire afin de protéger la confidentialité des employés du client et de respecter les préoccupations relatives à la vie privée. IRCC peut-il confirmer qu'il serait acceptable de fournir les coordonnées d'un représentant du soumissionnaire qui peut mettre IRCC en rapport avec un répondant du client, si cela se révélait nécessaire?
- 4.19. IRCC confirme qu'il serait acceptable de fournir les coordonnées d'un représentant du soumissionnaire qui peut mettre IRCC en rapport avec un répondant du client.

- 4.20. Nous réclamons respectueusement une prolongation d'une semaine jusqu'au jeudi 11 juin. Cela donnera aux soumissionnaires le temps nécessaire pour examiner la dernière modification et apporter les ajustements pertinents à leur réponse.
- 4.20. IRCC accepte de reporter la clôture de la DP au 11 juin. Veuillez noter que cette prolongation ne prolongera pas la période de questions des soumissionnaires. Ce point est abordé dans la modification 005.

5. Réviser et mettre à jour les réponses de modification 005 - version anglaise seulement

Cette section s'applique uniquement à la version anglaise.

6. Réviser et mettre à jour les réponses de modification 003

SUPPRIMER question et réponse 2.15 dans son intégralité.

INSÉRER:

- 2.15. Selon les Conditions générales 2030 (Section 21 - Droit de propriété) et les Conditions générales supplémentaires 4010 (Section 1 - Droits d'auteur), le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux et les droits d'auteur sur les produits livrables seront transférés au Canada. Ce transfert de propriété pourrait nuire à la capacité d'un fournisseur d'offrir des services similaires à d'autres clients. Le Canada pourrait-il envisager de recevoir une licence d'utilisation des produits livrables (c.-à-d. retirer les Conditions générales supplémentaires 4010 et ajouter les CCUA 4006 L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux)?
- 2.15 Le Canada accepte de retirer les Conditions générales supplémentaires 4010 (2012-07-16) Services - besoins plus complexes, et d'ajouter les CCUA 4006 L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux. Ces changements se retrouvent dans la section 5 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.28 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.28. Concernant la section 7.2.b, l'industrie des logiciels d'entreprise et le gouvernement canadien sont en grande partie passés à l'emploi de licences à abonnement (parfois nommées licences à durée déterminée) ou sont en train de le faire. Gartner prévoit que « d'ici 2020, tous les nouveaux fournisseurs et 80 % des anciens offriront des modèles d'affaires basés sur l'abonnement. » Les licences à durée déterminée comprennent habituellement tous les frais de soutien et de maintenance, et il est clairement démontré qu'elles coûtent moins cher pendant la durée de vie du logiciel. Des avantages majeurs des licences à durée déterminée sont la facilité et la simplicité de leur gestion ainsi que la capacité d'ajuster leur usage à la date de renouvellement. L'État accepterait-il des offres de licences à abonnement en réponse à cette DP?

2.28 Voir la réponse à la question 2.16 de modification 003

SUPPRIMER question et réponse 2.30 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.30. Dans les tableaux 1.2.1, 1.2.2, 2.2.1 et 2.2.2, il manque des données dans la colonne A (utilisation déterminée). Le Canada peut-il fournir les données requises pour compléter ces tableaux?

2.30 Les données manquantes ont été saisies dans la section 1 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.33 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.33. Selon les Conditions générales 2030 (Section 21 – Droit de propriété) et les Conditions générales supplémentaires 4010 (Section 1 – Droits d'auteur), le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux et les droits d'auteur sur les produits livrables seront transférés au Canada. Ce transfert de propriété pourrait nuire à la capacité d'un fournisseur d'offrir des services similaires à d'autres clients. Le Canada pourrait-il envisager de recevoir une licence d'utilisation des produits livrables (c.-à-d. retirer les Conditions générales supplémentaires 4010 et ajouter les CCUA 4006 L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux)?

2.33 Voir la réponse à la question 2.15 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.34 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.34. Les logiciels de GFE modernes sont habituellement vendus comme un service d'abonnement pour qu'il soit continuellement possible de maintenir et de mettre à niveau les capacités. Concernant la section 7.2 b), le Canada accepterait-il une licence à abonnement au lieu d'une licence perpétuelle?

2.34 Voir la réponse à la question 2.16 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.35 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.35. Concernant l'exigence de soutien technique à la section 7.3 – Maintenance et soutien du logiciel, l'accord sur les niveaux de service échelonne les services par niveau de gravité qui vont du plus élevé : 1 – Urgent (le suivi initial du soutien technique doit être fait dans les deux heures), jusqu'à 5 – Suggestions des clients (24 heures). Cela est-il acceptable pour le Canada?

2.35 Voir la réponse à la question 2.17 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.36 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.36. La section 7.6.1 Processus d'autorisation de tâche stipule : « Dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique le coût total estimatif proposé pour l'exécution de la tâche et une ventilation de ce coût, établie conformément à la base de paiement du contrat. » IRCC accepterait-il un délai souple selon la complexité de l'AT?

2.36 Voir la réponse à la question 2.18 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.37 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.37. Nous supposons que la licence pour 250 utilisateurs simultanés achetée dans le cadre de ce contrat sera réservée à l'usage d'IRCC. Si un autre ministère voulait utiliser le contrat pour acquérir la solution de GFE, le Canada peut-il confirmer qu'il achèterait des licences et de la formation supplémentaires en vertu de la clause d'option de licences supplémentaires (section 7.2 c) aux prix indiqués dans la base de paiement, qui est basé sur 250 utilisateurs simultanés?

2.37 Voir la réponse à la question 2.19 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.38 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.38. Le Canada peut-il confirmer que cette licence d'utilisation, de copie, de traduction et de distribution de tout le matériel de formation est accordée seulement à IRCC pour la durée du contrat, et que le matériel de formation fourni pour ce contrat ne sera ni utilisé ni distribué dans les ministères qui n'ont pas payé les frais de formation établis dans la base de paiement? Si c'est le cas, le Canada envisagerait-il les changements suivants? : « L'entrepreneur s'engage à fournir au Canada le matériel de formation en versions électroniques et imprimées en anglais et en français et accorde au client une licence non exclusive d'utilisation, de copie, de traduction et de distribution de tout ce matériel au seul bénéfice du client pour la période du contrat. »

2.38 Voir la réponse à la question 2.20 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.39 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.39. Traduction du matériel de formation : selon la section 11 de l'énoncé des travaux, tous les produits livrables doivent être fournis en anglais canadien. Cependant, selon la section 4.9 de l'énoncé des travaux, le matériel de formation doit être fourni en anglais et en français. Le Canada peut-il préciser si la traduction de tout le matériel de formation élaboré spécialement pour ce contrat incombe au chargé de projet?

2.39 Voir la réponse à la question 2.21 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.40 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.40. Le Canada peut-il préciser les fonctionnalités techniques requises pour maintenir la chaîne de traçabilité conformément à la Loi sur la preuve au Canada?

2.40 Voir la réponse à la question 2.22 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.59 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.59. Est-ce que vous vous attendez à un délai minimal entre un événement dans une application et l'alerte dans l'interface utilisateur d'enquête?

2.59. Voir la réponse à la question 2.47 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.60 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.60. Quelle est la taille d'un dossier d'employé en octets?

2.60. Voir la réponse à la question 2.48 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.61 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.61. Quelle est la taille d'un « événement d'application » en octets?

2.61. Voir la réponse à la question 2.49 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.62 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.62. La DP mentionne 250 utilisateurs du système. Combien d'utilisateurs simultanés sont prévus?
a. Combien d'utilisateurs simultanés créant ou testant des scénarios de détection?
b. Combien d'utilisateurs simultanés produisant des rapports?

2.62. Voir la réponse à la question 2.50 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.63 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.63. La page 75 de la DP stipule : « IRCC a créé un ensemble de règles opérationnelles indicatives à examiner et à vérifier. »
a. Le texte semble indiquer qu'une liste de ces règles opérationnelles indicatives suivra dans la DP, mais le reste de la page est vide.
b. La liste ou une partie de la liste peut-elle être rendue disponible? Cela aiderait grandement à fixer les attentes de l'analyse requise.
c. Est-ce qu'une des règles opérationnelles indicatives utilise des regroupements d'événements, p. ex. l'employé 1234 a consulté plus de 100 dossiers d'immigration en une journée? Si c'est le cas, quelle est la plus longue période de regroupement (jour, semaine, mois, année, etc.)?

2.63. Voir la réponse à la question 2.51 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.64 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.64. Exigence 3.1.7 : combien d'applications de TI distinctes seront surveillées? Produiront-elles toutes la même signature de paquets de réseaux pour un type donné d'événements? La signature de paquets pour une application donnée et un type donné d'événements est-elle disponible dans la documentation technique? Consulter et modifier sont-ils les seuls types d'événements d'application?

2.64. Voir la réponse à la question 2.53 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.65 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.65. Exigence 3.2.2 : selon vos estimations, combien y a-t-il de groupes différents parmi les 30 000 employés?

2.65. Voir la réponse à la question 2.54 de modification 003.

SUPPRIMER question et réponse 2.66 dans son intégralité.

INSÉRER:

2.66. Exigence 3.16.10 : Pouvez-vous clarifier cette exigence ou fournir plus d'information à son sujet?

2.66. Voir la réponse à la question 2.55 de modification 003.